

# enquête

Cécile Thibaud  
 @CecileThibaud  
 — Correspondante à Madrid

**J**e veux revenir. » Le café refroidit dans la tasse devant lui. José Martínez a donné rendez-vous dans un café-librairie du quartier de Malasaña, au centre de Madrid, où il aime s'attarder quand il est de passage dans la capitale espagnole. « C'est mon quartier, les libraires sont des amis, c'est ici que je veux retourner vivre. » Chercheur spécialisé en étude de pollution des sols, il a quitté l'Espagne il y a huit ans déjà, doctorat en poche, pour aller travailler au Danemark puis en Allemagne. « Je sais que je suis privilégié, un émigrant haut de gamme. Je suis parti avec des contrats de recherche et mon adaptation a été assez facile. Mais, aujourd'hui, je me sens prisonnier dehors. Je veux rentrer en Espagne et il n'y a pas de place pour moi... »

Il a des pistes, a déposé des candidatures pour des bourses de recherche. Mais il sait que les budgets publics ont été réduits et que les dotations pour faciliter le retour des scientifiques qui, comme lui, sont allés faire leur post-doctorat hors du pays ont été gelées depuis le début de la crise. Cette année, il y a embouteillage, les candidats sont légion et la compétition est serrée, mais, avec un peu de chance, il pourrait avoir un financement de l'Union européenne pour s'intégrer à une équipe à Madrid pendant deux ans. Ensuite, il verra si l'horizon se dégage. Sinon... Autour de lui, nombre de ses compagnons d'université ont baissé les bras, choisis d'autres carrières « et jeté à la poubelle toutes leurs années d'effort ».

Son cas est loin d'être isolé. Il fait partie de cette génération de jeunes Espagnols qui ont décroché leur diplôme au pire moment, sans espoir d'accéder au marché du travail, tandis que le pays entrerait dans une longue récession économique qui s'est soldée par la destruction de 3,5 millions d'emplois entre 2008 et 2014, tandis que le taux de chômage explosait à plus de 50 % chez les jeunes. Pas de travail pour lui, pas de travail pour les autres, ils ont dû tenter leur chance ailleurs. Mais, aujourd'hui, alors que l'économie du pays redémarre, portée par une hausse du PIB de 3,2 % en 2015 et de 3,3 % en 2016, il est temps de rentrer pour José Martínez. « C'est une stratégie personnelle et une volonté de citoyen, je veux participer à la vie de mon pays, je pense que ma recherche est importante et que je peux apporter à la société. »

## Phénomène honteux

« Volver » (revenir), c'est le nom d'un film de Pedro Almodóvar avec Penélope Cruz. Mais c'est aussi la rengaine conjuguée à tous les temps par ceux qui sont partis avec la crise vers le Royaume-Uni et l'Allemagne, surtout, mais aussi vers la France, l'Europe du Nord ou l'Amérique latine. Combien sont-ils ? Difficile à savoir. Ils seraient à peine quelques dizaines de milliers, selon le gouvernement, qui n'a mené aucune enquête approfondie sur le sujet, considéré comme une simple affaire de « mobilité extérieure » par la ministre du Travail, Fatima Bañez.

Mais, dans une étude publiée en 2013 par la fondation Alternativas, la démographe Amparo González-Ferrer chiffrait à 700.000 le nombre de ces exilés, en se basant sur la différence entre le nombre de personnes inscrites dans les consulats et celles qui ont été enregistrées à la Sécurité sociale ou dans les recensements locaux. « C'est une estimation prudente », insiste aujourd'hui la démographe, en soulignant que ni l'Institut national de statistiques ni aucun autre organisme officiel n'ont cherché depuis à clarifier ces chiffres. « Il y a une volonté de passer sous silence un phénomène qui est à la fois honteux et douloureux pour l'administration. Il faudrait reconnaître que beaucoup de jeunes sont contraints au départ parce qu'on n'a rien à leur offrir, et que ce problème n'est que le symptôme d'un autre problème plus vaste encore, celui du chômage des jeunes et de l'impasse dans laquelle se trouvent ceux qui n'ont pas pu partir. » La presse espagnole a baptisé un peu rapidement le mouvement comme une « fuite des cerveaux » ; la tendance est plus large que cela, affirment Estefanía Vasconcellos et Noemi López Trujillo, les deux auteurs du livre « Volveremos » (nous reviendrons), où elles recueillent des témoignages de quelques-uns de ceux qui sont partis. « On a découvert qu'ils ne sont pas forcément si jeunes, ni si fortement qualifiés que cela, on trouve aussi des familles, des professeurs, des techniciens, des gens en fin de chômage qui débarquent sans contrat, sans savoir la langue et prennent le premier job qui tombe, comme serveur, aide de cuisine ou vendeur, il



Melissa a quitté l'Espagne il y a trois ans pour les Pays-Bas. Elle travaille dans un magasin du centre d'Amsterdam.

# Le blues des jeunes exilés économiques espagnols

## DÉCRYPTAGE //

**Le gouvernement espagnol reste très silencieux sur le nombre de départs de jeunes depuis la crise. Pourtant, le phénomène a été massif. Beaucoup de ces exilés veulent revenir. Mais pour faire quoi ?**

stiff de faire un tour à Londres pour que cette réalité saute aux yeux. »

En décembre dernier, les déclarations du ministre des Affaires étrangères, Alfonso Dastis, provoquèrent l'indignation sur les réseaux sociaux. Interpellé au Parlement par un député de Podemos qui demandait au gouvernement de se donner « les moyens nécessaires pour ne pas abandonner au hasard les centaines de milliers d'Espagnols partis à cause de la crise », le ministre bottait en touche. « Nous n'avons expulsé personne », répliquait-il, assurant que « partir enrichit les esprits » et que ceux qui l'ont fait « font preuve d'initiative, de curiosité et d'ouverture d'esprit ».

### Qui va revenir pour un CDD ?

Cette vision idyllique fait rugir Maria Almena, l'une des porte-parole du collectif Marea Granate, qui a mis sur pied un réseau d'entraide pour ceux qui, comme elle, sont partis. « C'est tellement plus simple de faire comme si le problème n'existait pas ! proteste-t-elle. Que le ministre le veuille ou non, nous sommes des exilés économiques. Peut-être plus qualifiés que ceux qui sont partis travailler en Allemagne ou en Suisse dans les années 1960, mais nous sommes des exilés, pas une émigration choisie. » Chercheuse en biologie moléculaire spécialisée en immunologie, elle a quitté Madrid en 2013 pour venir à Paris travailler dans une équipe de l'Institut Pasteur. Aujourd'hui, alors que son contrat de quatre ans s'achève, elle cherche un autre poste, en France, sans doute, ailleurs, peut-être, mais pas en Espagne. « C'en est pas la peine, il n'y a pas d'offre. » Retourner là-bas serait « une utopie ou un suicide professionnel », tranche-t-elle. Les statistiques semblent pour l'instant lui donner raison. Si le marché du travail s'anime à nouveau au sud des Pyrénées, au rythme de 500.000 postes créés chaque année depuis trois ans, la plupart des emplois qui se

créent sont peu qualifiés, temporaires et peu payés, liés en majorité au boom du secteur du tourisme.

« Ceux qui sont partis vont revenir quand le pays émettra des signes plus rassurants, analyse Marcel Jansen, professeur d'économie à l'université autonome de Madrid. « Pour l'instant les emplois disponibles sont encore trop instables. Qui va revenir pour un CDD ? demande-t-il. Mais ensuite, assure-t-il, ils reviendront, même moins payés, même moins valorisés dans leur travail. » Car, selon lui, « cette émigration, qui aurait pu être ressentie comme une expérience positive, est vécue comme un grand sacrifice par les familles et comme un drame par la société espagnole dans son ensemble. »

**La plupart des emplois qui se créent en Espagne sont peu qualifiés, temporaires et peu payés, liés en majorité au boom du secteur du tourisme.**

Depuis les premiers signes d'amélioration économique, ils sont nombreux, en effet, à tenter de jeter des ponts dans l'espoir d'un retour. « Beaucoup nous contactent pour savoir s'il y a des offres d'emploi et nous passent leurs CV », raconte Sébastien Sans, surpris du succès de l'association Volvemos (nous revenons), qu'il a lancée il y a un an avec deux amis. L'objectif ? Faciliter le retour des talents et donner des tuyaux à ceux qui le souhaitent, pour les aider à mettre en valeur l'expérience à l'étranger et les guider dans leur stratégie de recherche, en proposant des tutorats ou du coaching. Le projet n'en est qu'à ses débuts, dans l'attente, encore, de fonds publics, mais les candidatures spontanées pleuvent déjà. « Certains pro-

files sont très demandés, comme les ingénieurs mécaniciens ou les informaticiens, notamment, mais on bute sur l'accueil des salaires, des perspectives d'évolution et, surtout, de la stabilité de l'emploi », affirme Rafael González-Palenzuela, directeur des ressources humaines de la société de mutuelle d'assurances Mutua Madrileña, qui a intégré plusieurs d'entre eux. « Leur expérience internationale leur a permis de développer certaines compétences comme la capacité à s'adapter à d'autres cultures et manières de travailler en équipe. » « Ces jeunes Espagnols forcés d'aller se débrouiller ailleurs peuvent se convertir en un grand atout pour les compagnies espagnoles au moment de redéployer leurs activités, alors que le pays sort de la crise », assure avec optimisme Helena Jurado. Arrivée à Paris en 2011 juste à la fin de ses études, elle fait partie de ceux qui ont

largement mis à profit leur expérience à l'étranger. Devenue responsable ressources humaines de l'entreprise de mode Sandro, elle planche actuellement sur la question dans le cadre d'un master à l'Essec. Mais la réalité risque d'être moins triomphale, s'inquiète Alfonso Soria. Installé depuis cinq ans à Bruxelles comme professeur d'espagnol, il traque sur Internet l'offre qui le ferait revenir à Valence. Sans trop despoir. « Nous sommes tous conscients que rentrer va signifier être moins payés, soupire-t-il. Au final, nous serons doublement pénalisés. En arrivant, nous avons dû faire nos preuves comme immigrés et accepter des conditions inférieures à celles de nos collègues, et maintenant, au retour, on va nous demander à nouveau d'accepter des contrats précaires. »

Selon l'économiste Marcel Jansen, les plaies cicatrissent, pour beaucoup. Mais le grand perdant risque à ses yeux d'être le secteur de la recherche. « Les couples budgétaires ont décimé les équipes, les laboratoires sont fermés, les jeunes ont été les premiers à se dégoûter et les effectifs ont vieilli. Sans une profonde volonté politique, il sera difficile d'inverser la machine et de faire revenir décemment ceux qui sont partis. » ■

## Taux de chômage des jeunes

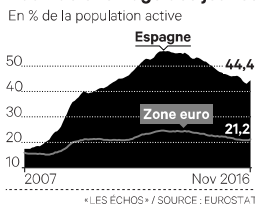


Foto: Nino/Contrasto/REDAUX-REA